

La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur

Paul-André Linteau

Volume 25, Number 3 (147), June 1983

L'histoire vécue

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30487ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Linteau, P.-A. (1983). La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur. *Liberté*, 25(3), 34–47.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU

LA NOUVELLE HISTOIRE DU QUÉBEC VUE DE L'INTÉRIEUR

Etre un jeune historien, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, a représenté une expérience fascinante et, par bien des aspects, unique. Ce fut, en quelque sorte, un rendez-vous exceptionnel avec l'histoire et, qui plus est, cette expérience n'était pas vécue isolément. Etre un jeune historien au tournant des années 1970 signifiait être entouré de plusieurs autres jeunes historiens et vivre avec eux, d'une certaine façon, une expérience collective. C'est ce que je voudrais tenter de raconter ici: l'histoire de cette génération, vue de l'intérieur.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un certain nombre de générations d'historiens se sont manifestées dans le paysage intellectuel québécois. Il ne s'agit évidemment pas de générations au sens démographique — il faudrait parler de cohortes dans ce cas — mais plutôt de générations au sens intellectuel, séparées les unes des autres d'à peine quelques années mais présentant néanmoins chacune des caractéristiques distinctes. La première est celle qui, encore toute jeune, arrive à l'enseignement universitaire dans la seconde moitié des années 1940. Ses plus célèbres représentants sont Guy Frégault, Maurice Séguin et Michel Brunet à Montréal et

Marcel Trudel à Québec. La seconde, celle des Jean Blain à Montréal et des Fernand Ouellet et Jean Hamelin à Québec, se manifeste à compter du début des années 1950. Elle est suivie d'une troisième génération formée dans les universités à la fin des années 1950 ou au tout début des années 1960 et qui s'affirme véritablement au cours de la décennie 1960; on y retrouve, entre autres, Jean-Pierre Wallot, Jean-Paul Bernard, Yves Roby et Marcel Hamelin. Enfin, une quatrième génération, celle dont je fais partie, et sur laquelle je me penche plus spécifiquement ici, est formée d'historiens qui sont nés au milieu des années 1940, qui ont été formés à l'université dans la seconde moitié des années 1960 et qui ont aujourd'hui entre 35 et 40 ans.

Il y a entre ces quatre générations une continuité évidente, mais entre la première et la quatrième on relève des différences importantes, qui ont été préparées par les deux autres.

La première caractéristique qui distingue cette quatrième génération est certainement l'ampleur de ses effectifs. Plusieurs de ses membres appartiennent à la première vague du «baby boom» et ils entrent à l'université au moment où les effectifs d'étudiants sont en très forte croissance. Ils profitent de la croissance phénoménale que connaissent la discipline historique et ses praticiens au cours des années 1960. Qui sont-ils? Parmi les plus connus ou les mieux établis, citons les noms de Gérard Bouchard, Robert Comeau, René Hardy, Fernand Harvey, Jean-Claude Robert, Jacques Rouillard, Normand Séguin. Mais il y en a également de nombreux autres parmi lesquels il faudrait mentionner André Garon, Marc Vallières, Richard Desrosiers, Marcel Caya, Paul Larocque, Yvan Lamonde, Denise Julien, Christian Pouyez, Jean-Pierre Hardy et Claudette Lacelle. Il faudrait y ajouter des centaines d'autres noms de diplômés d'histoire qui ont plutôt choisi la voie de l'enseignement au secondaire et au collégial, délaissant ainsi la recherche, et dont la contribution à la production

historiographique est limitée tout au plus à la rédaction d'une thèse de maîtrise. Les plus visibles, ceux que j'ai mentionnés précédemment, se retrouvent à l'université ou dans les organismes gouvernementaux de recherche et deviennent, par leur thèse de doctorat, leurs autres recherches et leurs publications, des producteurs d'histoire. Je m'en tiendrai à ce petit noyau d'historiens.

Il y a peu de femmes parmi les noms mentionnés plus haut. Cela peut surprendre car je me rappelle que, en ce qui me concerne, les femmes étaient nombreuses dans ma classe à l'Université de Montréal, entre 1965 et 1968. Il me semble qu'elles ont massivement choisi l'enseignement au CEGEP et au secondaire et que celles qui ont poursuivi des études avancées ont aisément terminé leur thèse de maîtrise mais ne se sont guère aventurées au doctorat. Je n'essaierai pas ici de trouver d'explications à cette situation qui est aussi celle d'un grand nombre d'historiens de sexe masculin de la même époque. Les possibilités considérables d'emplois qui s'offraient dans le système d'enseignement public vers 1967-1968 en ont certainement incité plusieurs à sauter sur l'occasion, remettant à plus tard des projets d'études avancées qui représentaient la voie vers l'enseignement universitaire. A propos des femmes, il faut ajouter qu'un certain nombre de celles qui appartiennent démographiquement à la même cohorte et qui se sont intégrées à la profession historienne ne l'ont pas fait en même temps que les gens de leur âge mais un peu plus tard au cours des années 1970: il s'agit souvent de mères de famille ou de travailleuses venues aux études universitaires avec un certain décalage. Quoi qu'il en soit, mon objectif n'est pas ici de relever le nom de tous les membres de cette génération ou d'en faire une géographie sociale très précise mais plutôt de dégager quelques traits d'ensemble qui me paraissent significatifs.

LA FORMATION DES JEUNES HISTORIENS

Les représentants de cette génération ont été presque tous formés à l'Université Laval ou à l'Université de Montréal; quelques-uns sont passés par Ottawa. Donc, à peu près personne de Sherbrooke, de McGill ou de Sir George Williams; l'Université du Québec n'existait pas au moment où ils ont fait leurs études universitaires. Deux autres phénomènes intéressants, en termes de formation, méritent d'être signalés. Un certain nombre d'entre eux, comme Bouchard, Harvey et Desrosiers, ont une partie de leur formation en histoire et une partie dans une autre discipline, sociologie ou science politique. Un certain nombre aussi ont étudié en France au niveau du doctorat. C'est le cas de Bouchard, Harvey et Robert. La majorité toutefois a fait l'ensemble de ses études universitaires au Québec.

Laval et Montréal sont donc les deux pôles où se sont formés ces nouveaux historiens et, à l'exception de Harvey, très peu d'entre eux sont passés de l'une à l'autre au cours de leur formation. On s'attendrait donc à voir une polarisation considérable entre ces deux sous-groupes mais cela n'est manifestement pas le cas. La distinction classique entre l'École de Montréal et l'École de Laval et leurs interprétations divergentes de la signification de la conquête n'est guère utile pour expliquer l'évolution de leur pensée. Il me semble que, comme étudiants, ils ont été placés devant beaucoup plus d'éléments de convergence que de divergence.

La première raison vient sans doute du fait que leurs années de formation les plus importantes, celles pendant lesquelles on découvre le phénomène politique et on s'initie à la perspective critique, c'est-à-dire celles de la fin du cours classique et du premier cycle universitaire, se déroulent dans l'atmosphère quelque peu euphorique de la Révolution tranquille et de l'unanimité idéologique relative qui la caractérise. L'émergence d'un nationalisme tourné vers la modernisation, le sentiment de participer à la construction

d'un Québec nouveau sont éminemment présents dans le climat intellectuel des années 1960 et transcendent les vieilles influences des écoles historiques.

Une deuxième raison est certainement la découverte des sciences sociales. Les années 1960 sont celles des sociologues au pouvoir, les économistes sont devenus de nouveaux gourous et pour plusieurs d'entre nous, à cette époque, il ne peut y avoir d'histoire qu'interdisciplinaire. Les vieilles structures universitaires qui rattachent le département d'histoire à la faculté des Lettres nous pèsent d'ailleurs et nous apparaissent alors comme un frein à la science historique. Les étudiants que nous sommes lisons avec beaucoup plus d'attention et d'intérêt *Recherches sociographiques* que la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, alors encore le château fort de l'historiographie traditionaliste, centrée sur les hauts faits et les héros d'une certaine Nouvelle-France et de l'Église canadienne.

Un troisième facteur important et souvent méconnu me paraît être l'émergence dans les départements d'histoire des universités d'alors de nouveaux leaders intellectuels qui marquent cette génération. À Montréal, Michel Brunet et Maurice Séguin, contrairement à l'impression qu'on peut alors en avoir de l'extérieur, n'ont à peu près aucune influence intellectuelle sur les étudiants qui arrivent à l'université à partir de 1965. À Laval, Marcel Trudel et Fernand Ouellet quittent pour se diriger vers Ottawa au moment même où les étudiants de cette génération entreprennent leurs études en histoire. Nous avons donc été marqués par l'influence d'aînés qui appartiennent plutôt à la deuxième ou à la troisième générations mentionnées plus tôt et qui nous ont orientés vers des préoccupations assez différentes de celles de la première génération. À l'Université de Montréal, les deux professeurs qui m'ont personnellement le plus marqué ont été Jean Blain, qui enseignait la Nouvelle-France, et René Durocher, qui venait à peine de commencer sa carrière d'enseignant en ou-

vrant le champ de l'histoire contemporaine du Québec. Jean-Pierre Wallot, qui travaillait à ce moment-là au Musée national à Ottawa et dont la présence à l'Université de Montréal n'était que partielle, aura eu sur nous peu d'impact. Son rayonnement sera plus significatif au cours des années 1970, lorsque, revenu à Montréal, il dirigera de nombreuses thèses de maîtrise et de doctorat. Il faudrait d'ailleurs ajouter qu'avant même l'université, certains historiens, professeurs dans des collèges classiques, ont eu une influence considérable sur plusieurs d'entre nous. Ce fut le cas, entre autres, de Jean-Paul Bernard au Collège Sainte-Croix, devenu plus tard CEGEP de Maisonneuve, ou encore, en ce qui me concerne, de Claude Touchette au Collège Saint-Viateur.

A Québec, Jean Hamelin est incontestablement le leader intellectuel de cette génération et le véritable responsable de plusieurs vocations d'historiens. Animateur hors pair, il a véritablement ouvert des champs de recherche jusque-là négligés dans l'historiographie québécoise, comme l'histoire économique, l'histoire des travailleurs et l'histoire des idéologies. Le sociologue Fernand Dumont qui travaillait avec Hamelin au sein de l'Institut Supérieur des Sciences humaines a influencé également les étudiants d'histoire, en particulier ceux qui s'intéressaient à l'évolution des idéologies. A Ottawa, les maîtres à penser des représentants de la nouvelle génération ne sont pas Marcel Trudel, concentré sur ses recherches spécialisées sur les débuts de la Nouvelle-France, ni Fernand Ouellet qui, à l'Université Carleton, ne recevait guère d'étudiants francophones, mais plutôt Marcel Hamelin et un tout nouveau professeur, Louise Dechêne, formée aux méthodes françaises de l'histoire sociale.

A ces filiations québécoises, il faudrait ajouter les influences étrangères acquises, dans certains cas, par des études en France, dans d'autres, suite à la venue d'historiens étrangers au Québec et, sans doute pour tous, grâce à une ouverture plus grande aux historiographies étrangères, qu'elles soient américaine, bri-

tannique ou française. Cette dernière reste toutefois nettement prépondérante.

UN RÉSEAU D'ÉCHANGES

Un autre phénomène significatif et généralement ignoré par les observateurs de l'extérieur est l'existence, vers la fin des années 1960 et le début des années 1970, d'un véritable climat d'échange et d'amitié entre ces étudiants et ces jeunes historiens, au-delà des universités d'origine. Il me semble, en ressassant mes souvenirs, que le point de départ est probablement ce Congrès des étudiants en histoire du Québec et du Canada français qui a réuni un grand nombre d'entre nous alors que nous étions étudiants au premier cycle vers 1966-1967. Cette rencontre a eu lieu à Montréal et de nombreux étudiants de Laval et d'Ottawa y ont participé. Il y a eu aussi la participation active d'un grand nombre de Montréalais aux colloques d'histoire qu'organisaient à chaque année les étudiants de l'Université Laval et, en particulier, ceux de 1967 et 1968. La vieille rivalité Québec-Montréal était encore certes présente à cette époque et se reflétait dans les débats, mais on voyait également poindre un nouveau clivage: celui de la nouvelle histoire, de l'histoire sociale d'une part, et de l'histoire traditionnelle d'autre part. Mais au-delà des oppositions, se manifestaient de plus en plus une ouverture et un esprit d'échange.

Les contacts se sont resserrés ensuite pour la minorité d'entre nous qui a décidé de continuer après la licence, vers la maîtrise ou le doctorat. Une personne a joué à cet égard un rôle particulièrement important: il s'agit de Fernand Harvey qui, disciple de Jean-Paul Bernard lorsqu'il était étudiant au Collège Sainte-Croix, arrive en histoire à l'Université de Montréal en 1965 convaincu de la nécessité de l'ouverture sur les sciences sociales. Il s'inscrit même à un cours de sociologie donné à l'Université de Montréal par Fernand Dumont. Conquis, il décide, après son premier cycle en histoire, de prendre la

route de Québec pour faire une maîtrise en sociologie. Là, il suit des séminaires de l'Institut Supérieur des Sciences humaines avec les jeunes historiens de Laval, comme par exemple Jacques Rouillard, et il fait beaucoup pour mettre en contact plus suivi ses anciens collègues de Montréal et ses nouvelles connaissances de Québec. Vers 1968-69, Fernand Harvey est devenu en quelque sorte un agent de rencontres intellectuelles et a joué un rôle déterminant dans l'affermissement des liens qui se sont tissés entre ces jeunes historiens en formation. Nous avons tous alors l'impression de participer à un véritable bouleversement, à un renouvellement de la science historique au Québec, et nous souhaitions partager nos expériences à cet égard. Cette génération a d'ailleurs une chance inouïe: l'expansion phénoménale du système universitaire québécois à la fin des années 1960. La demande de professeurs est très grande et les jeunes qui se spécialisent arrivent assez facilement à trouver un poste intéressant. Les deux universités plus anciennes, Laval et Montréal, tardent cependant à ouvrir les rangs de leur corps professoral à cette génération et, dans un premier temps, c'est la création des constituantes de l'Université du Québec qui permet de les recruter massivement. Le phénomène reste d'ailleurs exceptionnel: se retrouver professeur d'université à vingt-trois ou vingt-quatre ans n'est certes pas habituel dans le milieu de l'enseignement supérieur.

LE MARXISME

Au début des années 1970, un phénomène nouveau remet en cause l'apparente cohésion de cette génération. Il s'agit de l'irruption du marxisme dans le monde universitaire québécois. Depuis quelques années, le marxisme attirait un certain nombre d'intellectuels, en particulier autour du groupe de *Parti pris*. Mais c'était un phénomène relativement limité et qui a touché peu d'historiens. A partir de 1970, déferle une vague beaucoup plus considérable

et massive: celle d'un marxisme plus militant et conquérant, appuyé par l'important renouveau des études marxistes en France. Véhiculé par de jeunes néophytes québécois, il prend souvent des allures doctrinaires et il incite à l'action militante.

A cet égard, la tendance nouvelle au rapprochement de l'histoire avec les autres sciences humaines a joué un rôle déterminant car ce sont les jeunes sociologues et politicologues québécois de retour de France qui ont été les plus actifs propagateurs du marxisme en milieu intellectuel. Les historiens de la même génération sont forcément touchés, quoique moins massivement que leurs collègues.

L'impact paraît plus fort et plus net à l'Université du Québec à Montréal pour la simple raison que, étant de création récente, l'université a recruté un corps professoral très jeune précisément concentré dans cette génération nouvelle et que son secteur des sciences humaines s'est particulièrement développé. Mais, contrairement à l'image qui s'est trop facilement implantée, la pénétration du marxisme dans les sciences humaines québécoises ne s'est pas limitée à l'Université du Québec à Montréal et s'est graduellement étendue dans les autres universités. Par ailleurs, même à l'Université du Québec à Montréal, elle n'a pas touché tout le monde avec la même intensité. Définir globalement les historiens de l'UQAM comme marxistes, comme cela s'est vu parfois, tient de la fabulation.

L'adhésion au marxisme de quelques historiens de l'UQAM marque néanmoins un point tournant. Un nouveau clivage s'installe; il se manifeste en particulier chez ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier. Deux écoles se dessinent: celle de Laval, avec Fernand Harvey et Jacques Rouillard, travaillant dans une perspective fonctionnaliste, et celle de l'UQAM, représentée par Robert Comeau et Richard Desrosiers, qui valorise une perspective de classe. On assiste dans les congrès d'histoire de la première moitié des années 1970 à des déclarations

fracassantes, à des manifestations d'opposition marquée. Mais la bataille annoncée n'a jamais vraiment eu lieu. Les historiens marxistes les plus engagés n'ont pas livré la marchandise promise. Ils se sont vite dirigés vers l'action militante, laissant quelque peu de côté la recherche historique, de sorte que leur contribution à cet égard est restée assez mince. Leur influence s'est surtout manifestée par leur enseignement. Au cours de la seconde moitié des années 1970 le champ de l'histoire des travailleurs a d'ailleurs évolué de façon significative et les oppositions antérieures sont devenues beaucoup moins nettes. L'échec des groupes politiques marxistes-léninistes en a incité certains à revenir à la recherche universitaire alors qu'à la même époque Jacques Rouillard devenait l'historien « officiel » de la CSN.

Quand on examine rétrospectivement la question plus générale de l'influence du marxisme, on se rend compte que, contrairement à ce qui s'est produit chez les sociologues, peu d'historiens de notre génération ont adhéré de façon nette à une interprétation marxiste de l'histoire. Comeau et Desrosiers représentent à cet égard des exceptions. Ils ont toutefois pu entraîner dans leur sillage un grand nombre d'étudiants de la génération suivante. Mais si peu d'entre nous se sont convertis à l'orthodoxie marxiste, je dirais que peu également l'ont complètement négligée ou rejetée. Le marxisme a en définitive représenté un défi pour les historiens de ma génération. Il nous a forcés à réfléchir, à mieux définir nos approches et nos perspectives, et je crois que plusieurs d'entre nous n'ont eu aucune difficulté à accepter certains éléments de l'analyse marxiste sans se sentir toutefois obligés d'adhérer globalement à ce cadre d'analyse. La préoccupation beaucoup plus nette des classes sociales dans l'histoire québécoise en est une manifestation. En somme, je dirais que s'il y a eu, d'une part, des marxistes militants et, d'autre part, des anti-marxistes, la majorité semble avoir rejeté les attitudes doctrinales et cherché à comprendre et à intégrer à

des degrés divers les éléments stimulants qu'offrait l'approche marxiste.

UNE NOUVELLE HISTOIRE

La fin des années 1960 est donc témoin de la montée d'une nouvelle génération de jeunes historiens pleins d'optimisme, rêvant de renouveler l'histoire du Québec et de déborder ses frontières traditionnelles. Marquée par l'idéologie de modernisation de la Révolution tranquille et par le nouveau nationalisme québécois, influencée fortement par le courant de l'histoire sociale, ouverte aux perspectives interdisciplinaires et, quelques années plus tard, au marxisme, cette nouvelle génération ne pouvait manquer de produire une histoire différente de celle de ses prédécesseurs. La conversion a été préparée par ces derniers, en particulier par Hamelin et Durocher, mais elle prend une ampleur et une signification tout à fait nouvelles au tournant des années 1970. Quelle est donc cette nouvelle histoire du Québec?

La première caractéristique est la concentration massive en histoire contemporaine, celle des 19^e et 20^e siècles québécois, avec un net accent sur la période qui va de 1850 à nos jours. Formés dans un Québec où on parlait beaucoup de modernisation, ayant sous les yeux une société industrialisée et massivement urbaine, nous voulions mieux comprendre les origines et le processus de formation du Québec actuel. L'historiographie existante, centrée principalement sur la Nouvelle-France et sur les débuts du régime britannique, n'apportait pas de réponse satisfaisante à nos questions. Nous avons donc exploré de multiples facettes de la société capitaliste et industrielle qui se développe au Québec depuis le milieu du 19^e siècle.

Une seconde caractéristique est certainement le passage de l'histoire des Canadiens français à l'histoire du Québec. L'objet d'étude n'est plus un groupe ethnique mais la population d'un territoire, ce qui signifie que l'on tient compte non seulement de

l'ethnie mais également d'autres phénomènes comme les structures économiques, les classes sociales, le monde urbain plus cosmopolite. Étudier le Québec signifie ne pas se limiter au seul groupe canadien-français mais s'intéresser aux autres composantes de la société, qu'il s'agisse des bourgeois écossais, des journalistes irlandais ou des immigrants juifs ou italiens.

Notre génération a adhéré massivement à l'histoire sociale. L'historiographie québécoise accusait à cet égard un retard certain. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la production historique dans tous les pays occidentaux a été marquée par ce vaste mouvement de transformation des problématiques et des méthodes que l'on désigne sous le nom d'histoire sociale. Il s'agissait de remplacer une histoire politique conçue étroitement, centrée sur une élite de dirigeants perçue comme étant la seule vraiment significative à long terme, et de lui substituer une histoire aux perspectives plus globales, visant à rejoindre l'ensemble des composantes d'une société du passé. Cette évolution commençait à peine à se manifester au Québec dans les années 1960, sous l'influence de l'école française des *Annales*. Nous avons été rapidement séduits par cette perspective. Mais parce que nous nous intéressions à l'histoire contemporaine, notre travail portait moins étroitement l'empreinte de l'influence française que ce n'était le cas dans certaines études publiées par Hamelin ou Ouellet. L'histoire sociale produite par notre génération, tout en étant influencée par l'école des *Annales*, me semble avoir été beaucoup plus marquée par les travaux des sociologues français et québécois, et par ceux des historiens américains.

Faire le choix de l'histoire sociale impliquait l'utilisation de sources différentes. Jusque-là, la source privilégiée des historiens classiques était la correspondance des gouverneurs, des intendants, des premiers ministres, des évêques et des autres personnages officiels. Pour rejoindre une population plus vaste il

fallait élargir la base documentaire et se pencher sur les recensements, les registres d'état civil, les rôles d'évaluation, les actes des bureaux d'enregistrement et les autres données de nature sérielle. Pour les traiter, il fallait de nouvelles méthodes. S'est développée la préoccupation de mesure des phénomènes sociaux et économiques. L'histoire québécoise est devenue plus quantitative, n'hésitant pas à recourir à l'ordinateur. Nous avons tenté de le faire en maintenant un certain équilibre entre le quantitatif et le qualitatif. En ce sens nous nous sommes démarqués de l'approche très quantitativiste qui caractérisait une partie de l'historiographie américaine de la même période.

Les gens de ma génération se sont aussi beaucoup préoccupés d'étudier les structures, leur histoire a fait une plus large place aux grands schémas d'interprétation et aux perspectives théoriques. On retrouve là l'effet du rapprochement avec les sciences sociales et l'apport du marxisme.

L'ouverture aux problématiques et aux perspectives de l'histoire sociale s'est accompagnée d'une diversification des objets d'enquête, d'un foisonnement de thèmes nouveaux. Dès la fin des années 1960, trois grandes orientations émergeaient déjà : l'histoire économique, l'histoire des idéologies et l'histoire des travailleurs. Graduellement, de nouveaux thèmes se sont ajoutés comme l'histoire des femmes, l'histoire du monde urbain. L'histoire des travailleurs qui, au point de départ, se concentrait surtout sur le syndicalisme, a élargi ses perspectives pour intégrer des préoccupations d'étude des conditions de vie de la classe ouvrière et, graduellement, de culture ouvrière. Les années 1970 ont été témoins de la multiplication des objets d'études et les représentants de ma génération ont joué à cet égard un rôle déterminant, soit par leurs propres recherches, soit en appuyant les efforts de leurs étudiants toujours plus nombreux dans les départements d'histoire des universités québécoises.

La nouvelle histoire du Québec n'appartient pas en propre à la génération formée dans les années 1960. Plusieurs des caractéristiques que j'ai énumérées se retrouvent à des degrés divers chez certains membres des autres générations. Mais par sa formation et les questions qu'elle se posait, la génération des années 1960 a donné à l'histoire du Québec, et singulièrement à l'histoire contemporaine, une coloration particulière. Il ne faudrait évidemment pas croire que règne la plus belle unanimité. Il y a nous des divergences d'interprétation nombreuses; chacun a ses sujets de préoccupation et met l'accent sur des facteurs particuliers. Cette diversité ne remet cependant pas en cause les traits communs qui, me semble-t-il, caractérisent la plupart d'entre nous.

Les historiens de ma génération ont maintenant quarante ans ou presque. Ils ont atteint l'étape de la maturité, celle aussi de la renommée. Ils n'ont plus besoin de se battre pour avoir une place au soleil ou pour faire accepter, par les anciens, les nouvelles perspectives qu'ils proposent. Celles-ci ne sont d'ailleurs plus nouvelles, elles sont la nouvelle norme de l'historiographie, celle qui est proposée aux étudiants. Que fera de cette norme et de cette historiographie la génération suivante, celle des étudiants des années 1970 que nous avons, en grande partie, contribué à former? C'est là l'histoire du futur.